Zeitschrift: Nachrichten VSB/SVD = Nouvelles ABS/ASD = Notizie ABS/ASD

Herausgeber: Vereinigung Schweizerischer Bibliothekare; Schweizerische Vereinigung für Dokumentation

Band: 58 (1982)

Heft: 4

Artikel: Le rapport final de la Commission fédérale pour la coordination dans le domaine de la documentation scientifique = Der Schlussbericht der eidgenössischen Kommission für Fragen der Koordination im Bereich der wissenschaftlichen Dokumentation

Autor: Forclaz, Roger

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-771540

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le rapport final de la Commission fédérale pour la coordination dans le domaine de la documentation scientifique

Par *Roger Forclaz,* Office fédéral de l'éducation et de la science, Berne

L'importance de l'information scientifique fut reconnue de bonne heure en Suisse par les organes de politique de la science. C'est ainsi que sur proposition du Conseil suisse de la science, le Département fédéral de l'intérieur constitua en 1967 une «Commission d'experts chargée des questions de documentation scientifique», qui avait pour mandat de faire des propositions pour le développement de la documentation dans notre pays. Selon le Conseil de la science, la recherche d'une conception d'ensemble de la documentation est «l'une des tâches les plus urgentes et les plus importantes de notre politique de la science».[1]

Après que la commission d'experts eut remis son rapport final en 1972, le Conseil se prononça à son sujet dans ses «Recommandations pour l'amélioration de l'information scientifique et technique».[2] Si l'institut des sciences de l'information proposé par la commission et par le Conseil de la science n'a pas pu être créé, l'Office fédéral de l'éducation et de la science s'efforça cependant de réaliser certaines recommandations du Conseil de la science, à savoir l'encouragement des expériences pilotes et la constitution de groupes sectoriels chargés de faire des propositions pour le développement de la documentation dans certains domaines.

En 1975, le conseiller national Mugny demanda au Conseil fédéral dans un postulat de présenter «un rapport et des propositions concrètes pour réaliser une meilleure coordination de l'appareil documentaire en Suisse» et de créer si nécessaire un Institut des sciences de l'information. Pour donner suite au postulat, le Conseil fédéral constitua par décision du 26 septembre 1977 la Commission fédérale pour la coordination dans le domaine de la documentation scientifique. Cette commission, qui comprenait des spécialistes des bibliothèques publiques et des bibliothèques de l'industrie ainsi que des représentants des utilisateurs et qui était présidée par le conseiller d'Etat A. Schneider (Bâle-

1 Rapport annuel 1968, p. 50
2 Politique de la science, 3/1973, p. 165—191.

Ville) était chargée de faire des propositions pour une meilleure coordination des bibliothèques et centres de documentation suisses.

La commission a remis dernièrement son rapport final. Le Conseil fédéral en a pris connaissance et a autorisé le Département fédéral de l'intérieur à engager une procédure de consultation à son sujet. Il appartient maintenant aux organes de politique de la science – notamment le Conseil suisse de la science et la Conférence universitaire suisse – aux institutions chargées d'encourager la recherche et aux milieux concernés d'examiner ce qui peut être entrepris afin de réaliser les recommandations du rapport.

Le rapport contient une analyse de la situation avec des recommandations pour remédier aux lacunes actuelles; il traite aussi du rôle de la Confédération dans le domaine de l'information scientifique. Les principales recommandations de la commission sont les suivantes:

a) Dans le domaine de la *formation,* la commission a renoncé, eu égard à la situation financière de la Confédération, à proposer la création d'un Institut des sciences de l'information, comme l'avaient fait la Commission d'experts chargée des questions de documentation scientifique dans son rapport final et le Conseil suisse de la science. Elle recommande de développer plutôt les cours existant dans certaines universités et à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich, afin d'assurer une formation adéquate des spécialistes de l'information de niveau universitaire. Elle recommande également de développer la formation des utilisateurs en intégrant dans les plans d'étude des universités et des EPF des cours et exercices pratiques destinés à promouvoir l'utilisation des bibliothèques et services de documentation.

b) Pour ce qui est de la *documentation,* la commission constate qu'elle est sous-développée en droit, en sciences sociales et en sciences humaines par rapport à la médecine, aux sciences exactes et naturelles et aux sciences de l'ingénieur; elle recommande par conséquent de développer la documentation dans ces secteurs. A côté de cela, une meilleure coordination entre les centres de documentation ayant accès aux banques de données s'impose à son avis, et la création d'un réseau de documentation sur le plan national devrait être entreprise grâce à une répartition du travail et à une spécialisation des institutions concernées. Enfin, il convient d'étudier en priorité la possibilité de désigner des institutions qui seraient chargées de faire office de «centres d'orientation» renseignant les utilisateurs sur les sources d'information disponibles.

c) Dans le domaine des *bibliothèques,* la coordination est un objectif prioritaire selon la commission. Eu égard à la situation difficile des finances publiques et à l'organisation décentralisée inhérente au fédéralisme suisse, il est en effet indispensable d'assurer une utilisation optimale des moyens limités qui sont disponibles, cela d'autant plus que les bibliothèques doivent faire face à des exigences croissantes en raison de l'«explosion de l'information». Les bibliothèques universitaires devraient notamment collaborer dans les domaines des acquisitions et du catalogage, ce qui permettrait de réaliser des économies substantielles. La commission recommande en outre que des expériences soient entreprises par les cantons universitaires en vue de la fixation de «centres de gravité» des collections des bibliothèques universitaires. La coordination est enfin particulièrement importante dans le domaine de l'automatisation; du fait de l'adoption de systèmes informatiques différents, il convient d'assurer l'échange des données bibliographiques entre les bibliothèques universitaires. La commission recommande par conséquent la mise au point d'un format uniforme pour le transfert des données bibliographiques sous une forme lisible par machine.

d) En ce qui concerne le *Catalogue collectif suisse,* qui est le principal instrument de la collaboration entre les bibliothèques suisses et la base du réseau du prêt interbibliothèques, l'automatisation du «Répertoire des périodiques étrangers reçus par les bibliothèques suisses» est jugée urgente et elle devrait être réalisée en priorité. Des études en vue de l'automatisation du Catalogue collectif des monographies devraient également être entreprises.

e) Pour ce qui est du *rôle et des instruments de la Confédération dans le domaine de l'information scientifique,* la commission est d'avis qu'un engagement plus marqué de la Confédération dans ce domaine s'impose dans la perspective de la loi fédérale sur la recherche. Les services scientifiques auxiliaires jouent un rôle de plus en plus important dans la recherche moderne; la Confédération doit donc, dans le cadre de la politique de la recherche, veiller à un développement approprié des bibliothèques et services de documentation. Il lui incombe particulièrement d'élaborer une conception globale en matière d'information scientifique, mais également de promouvoir la coordination sur le plan national. La commission recommande en conséquence que la Confédération se dote d'une politique en matière d'information scientifique et se donne les moyens propres à favoriser son application et à en assurer la mise à jour.

Le moyen principal à cet effet est une commission permanente pour l'information scientifique, qui devrait être créée et qui serait chargée de concevoir la politique nationale dans ce domaine et de la mettre à jour, ainsi que de promouvoir et de coordonner son application. La commission recommande enfin que la Confédération accorde un soutien financier aux centres de documentation existants et qu'elle prenne des mesures en vue d'encourager ou de créer des services de documentation lorsque la chose est dans l'intérêt public sur le plan national.

Note: Le rapport final de la Commission fédérale pour la coordination dans le domaine de la documentation scientifique peut être obtenu sur demande à l'Office fédéral de l'éducation et de la science (M. R. Forclaz, secrétaire de la commission).

Der Schlußbericht der eidgenössischen Kommission für Fragen der Koordination im Bereich der wissenschaftlichen Dokumentation

Die Bedeutung der wissenschaftlichen Information wurde von den wissenschaftspolitischen Kreisen der Schweiz schon frühzeitig erkannt. So setzte das Eidgenössische Departement des Innern im Jahre 1967 auf Antrag des Wissenschaftsrates eine «Expertenkommission für Fragen der wissenschaftlichen Dokumentation» ein, die den Auftrag hatte, Vorschläge für die Entwicklung der Dokumentation in der Schweiz auszuarbeiten. Nach Auffassung des Wissenschaftsrates gehört die Ausarbeitung einer umfassenden Konzeption für die Gestaltung des schweizerischen Dokumentationswesens «zu den zentralen und dringenden wissenschaftspolitischen Anliegen unseres Landes».[1]

Nachdem die Expertenkommission im Jahre 1972 ihren Schlußbericht abgeliefert hatte, nahm der Wissenschaftsrat in seinen «Empfehlungen zur Verbesserung des Informationswesens in Wissenschaft und Forschung» dazu Stellung.[2] Obwohl das von der Expertenkommission und vom Wissenschaftsrat vorgeschlagene Institut für Informationswis-

1 Jahresbericht 1968, S. 23.
2 Wissenschaftspolitik 3/1973, S.165—191.

senschaften nicht geschaffen werden konnte, war das Bundesamt für Bildung und Wissenschaft bestrebt, gewisse Empfehlungen des Wissenschaftsrates zu verwirklichen. Es betraf dies namentlich die Förderung von Pilotprojekten im Bereich der Dokumentation und die Einsetzung von sektoriellen Arbeitsgruppen mit dem Auftrag, Vorschläge für einen Ausbau der Dokumentation in einzelnen Bereichen zu machen.

Im Jahre 1975 ersuchte Nationalrat Mugny in einem Postulat den Bundesrat, einen Bericht und konkrete Anträge vorzulegen, um eine bessere Koordination des Dokumentationswesens in der Schweiz zu erreichen und wenn nötig ein Institut für Informationswissenschaften zu schaffen. Um dem Postulat Folge zu leisten, setzte der Bundesrat durch Beschluß vom 26. September 1977 die Eidgenössische Kommission für Fragen der Koordination im Bereich der wissenschaftlichen Dokumentation ein. Die Kommission, die aus Fachleuten von öffentlichen Bibliotheken und von Bibliotheken der Industrie sowie aus Vertretern der Benutzerkreise zusammengesetzt war und die von Regierungsrat A. Schneider (Basel-Stadt) präsidiert wurde, hatte den Auftrag, Vorschläge für eine bessere Koordination des Dokumentationswesens in der Schweiz auszuarbeiten.

Die Kommission hat kürzlich ihren Schlußbericht abgeliefert. Der Bundesrat hat davon Kenntnis genommen und das Eidg. Departement des Innern ermächtigt, darüber bei den interessierten Stellen ein Vernehmlassungsverfahren durchzuführen. Die wissenschaftspolitischen Instanzen – insbesondere der Schweizerische Wissenschaftsrat und die schweizerische Hochschulkonferenz – die Institutionen der Forschungsförderung und die interessierten Kreise werden nun prüfen müssen, welche weiteren Schritte aufgrund der Empfehlungen des Berichtes unternommen werden können.

Der Bericht enthält eine Standortbestimmung und Empfehlungen, um die bestehenden Unzulänglichkeiten zu beheben; er geht auch auf die Rolle des Bundes im Bereich der wissenschaftlichen Information ein.

Die hauptsächlichen Empfehlungen der Kommission sind die folgenden:

a) Im Bereich der *Ausbildung* hat die Kommission angesichts der finanziellen Schwierigkeiten des Bundes darauf verzichtet, die Schaffung eines Instituts für Informationswissenschaften vorzuschlagen, wie dies von der Expertenkommission für Fragen der wissenschaftlichen Dokumentation in ihrem Schlußbericht und vom Schweizerischen Wissenschaftsrat empfohlen wurde. Sie empfiehlt, die schon bestehenden Lehr-

veranstaltungen an einzelnen Universitäten und an der Eidgenössischen Technischen Hochschule Zürich auszubauen, so daß eine adäquate Ausbildung von Informationsspezialisten auf Hochschulebene sichergestellt werden kann. Ferner empfiehlt sie, die Ausbildung der Benutzer auszubauen, indem Vorlesungen und Übungen, die zur besseren Nutzung von Bibliotheken und Dokumentationsstellen anleiten, in die Studienpläne der Universitäten und der Eidgenössischen Technischen Hochschulen aufgenommen werden.

b) Zur *Dokumentation* stellt die Kommission fest, daß sie auf den Gebieten Recht, Sozial- und Geisteswissenschaften im Vergleich zur Medizin, den exakten Naturwissenschaften und den Ingenieurwissenschaften unterentwickelt ist; sie empfiehlt daher, die Dokumentation in diesen Gebieten auszubauen. Außerdem drängt sich nach ihrer Auffassung eine bessere Koordination zwischen den Dokumentationsstellen auf, die direkten Zugang zu den Datenbanken haben. Der Aufbau eines nationalen Dokumentationsnetzes sollte mittels vermehrter Spezialisierung und bedürfnisgerechter Aufgabenteilung unter den betroffenen Institutionen in die Wege geleitetet werden. Schließlich sollte vordringlich abgeklärt werden, wie weit bestehende Institutionen als Informationsleitstellen dienen könnten, um Informationssuchende über verfügbare Informationsquellen zu orientieren.

c) Im Bereich der *Bibliotheken* ist die Koordination nach Auffassung der Kommission ein vordringliches Ziel. Angesichts der finanziellen Engpässe der öffentlichen Hand sowie der durch die föderalistische Struktur bedingten Dezentralisierung der Literaturbeschaffung und -verarbeitung ist es unerläßlich, eine optimale Ausnutzung der beschränkten vorhandenen Mittel zu gewährleisten, dies um so mehr, als die Bibliotheken wegen der «Informationsexplosion» mit wachsenden Anforderungen konfrontiert sind. Die Hochschulbibliotheken sollten insbesonders in den Bereichen der Anschaffung und der Katalogisierung zusammenarbeiten, was erhebliche Einsparungen ermöglichen würde. Ferner empfiehlt die Kommission, daß die Hochschulkantone Pilotprojekte für die Schaffung von Sammelschwerpunkten bei den Hochschulbibliotheken durchführen. Schließlich ist die Koordination im Bereich der Automatisierung besonders wichtig; die Übermittlung bibliographischer Daten zwischen den Hochschulbibliotheken muß trotz der Wahl unterschiedlicher EDV-Systeme sichergestellt werden. Die Kommission empfiehlt, ein einheitliches Format für den Austausch der Daten in maschinenlesbarer Form zu erarbeiten.

d) Was den *Schweizerischen Gesamtkatalog* betrifft, welcher das Hauptinstrument der Zusammenarbeit zwischen den schweizerischen Bibliotheken und die Grundlage des interbibliothekarischen Leihverkehrsnetzes darstellt, wird die Automatisierung des «Verzeichnisses ausländischer Zeitschriften und Serien in schweizerischen Bibliotheken» als vordringlich erachtet; sie sollte deshalb in erster Priorität verwirklicht werden. Es sollten auch Studien für die Automatisierung des Gesamtkatalogs der Monographien in die Wege geleitet werden.

e) Was *die Rolle und die Instrumente des Bundes im Bereich der wissenschaftlichen Information* anbelangt, ist die Kommission der Auffassung, daß hier ein verstärktes Engagement des Bundes im Hinblick auf das Bundesgesetz über die Forschung erforderlich ist. Heute kommt in der Forschung den wissenschaftlichen Hilfsdiensten immer größere Bedeutung zu; der Bund muß also im Rahmen der Forschungspolitik auch für einen angemessenen Ausbau der Bibliotheken und Dokumentationsstellen sorgen. Es liegt in seiner Verantwortung, ein entsprechendes Gesamtkonzept auszuarbeiten und die Zusammenarbeit auf nationaler Ebene zu fördern. Die Kommission empfiehlt daher, daß der Bund die Verantwortung für eine nationale Politik der wissenschaftlichen Information übernehme und sich mit den Mitteln ausstatte, welche deren Anwendung und laufende Anpassung an die Erfordernisse der Zeit gewährleisten. Das Hauptmittel dafür ist eine ständige Kommission für die wissenschaftliche Information, welche neu zu schaffen wäre und die Aufgabe hätte, eine nationale Politik in diesem Bereich auszuarbeiten und für deren praktische Anwendung im Sinne einer Koordination und einer Anpassung an die wechselnden Gegebenheiten zu sorgen. Die Kommission empfiehlt schließlich dem Bund, die bestehenden Dokumentationsdienste aus Bundesmitteln zu fördern, aber auch Maßnahmen zur Schaffung und Unterstützung neuer Dokumentationsdienste zu treffen, wenn deren Dienstleistungen im Interesse der Öffentlichkeit und einer gesamtschweizerischen Informationspolitik liegen.

Der Schlußbericht der eidgenössischen Kommission für Fragen der Koordination im Bereich der wissenschaftlichen Dokumentation kann beim Bundesamt für Bildung und Wissenschaft bezogen werden (Dr. R. Forclaz, Sekretär der Kommission).